



OBSERVATOIRE DU BREXIT

Résultats du sondage

mené entre le 25 février et le 20 mars 2019

**auprès des membres du CoM et des Conseillers du
Commerce extérieur de la France au Royaume-Uni**



Introduction et mise en perspective

A deux semaines de la nouvelle date butoir du 12 avril, le parlement britannique reste profondément divisé sur la manière de quitter l'Union européenne, créant une situation particulièrement chaotique et anxiogène. Les inquiétudes sont aujourd'hui évidemment de plus en plus vives notamment dans les milieux économiques et patronaux. Un fait nouveau depuis le début de l'année : de plus en plus de grandes entreprises et de tout secteur annoncent leurs intentions de réduire leurs activités ou de fermer des usines en partie ou en totalité au Royaume-Uni. **L'industrie automobile britannique, par exemple, risque de disparaître alors qu'il s'agit de l'un des fleurons du pays.** Honda, Nissan, Ford, Jaguar Land Rover et BMW sont aujourd'hui sur le point de partir. Les Britanniques commencent à voir la réalité économique et sociale du Brexit. En cas de « no deal », le pays devrait bientôt être rattrapé par les conséquences concrètes de son choix.

Il y a aujourd'hui 30 000 entreprises françaises qui exportent au Royaume-Uni et 3 400 entreprises qui y sont implantées. Le Royaume-Uni est le premier excédent commercial de la France. **Une récente étude de l'assureur-crédit Euler Hermes évalue à 3 milliards d'euros la perte en valeur pour les entreprises françaises en cas de « no deal » d'où l'importance de s'y préparer.**

Les grands groupes ou les secteurs très exposés comme les laboratoires pharmaceutiques ont, pour la plupart, mise en place des plans B en diversifiant leur voie d'approvisionnement par exemple. En revanche, cela est plus difficile pour les PME qui n'ont pas forcément les ressources nécessaires pour appréhender et faire face aux conséquences d'un « hard Brexit ». D'une manière générale, personne ne peut dire aujourd'hui qu'il est parfaitement préparé en cas de « no deal ». Il faudra malheureusement attendre d'y être confronté pour mesurer véritablement la nature du choc.

Le Brexit génère une forte insécurité juridique et les entreprises redoutent l'incertitude. Par conséquent, l'impact est important sur les investissements au Royaume-Uni. Un grand nombre d'entreprises ont soit repoussé, soit annulé, les investissements qu'elles avaient prévus de faire avant le vote en faveur du Brexit. Le manque d'investissement sur une période donnée ne se rattrape pas. Il n'est donc pas surprenant que les investissements directs étrangers (IDE) au Royaume-Uni aient enregistré en 2018 leur plus bas niveau depuis près de 10 ans.

Méthodologie de notre enquête

« Le Cercle d'outre-Manche » et les « Conseillers du Commerce extérieur de la France au UK » rassemblent **plus de 100 patrons ou cadres exécutifs français travaillant pour des groupes/sociétés françaises implantés au Royaume-Uni ou pour des groupes internationaux présents outre-Manche.**

Ils représentent l'ensemble des secteurs d'activité et leur taille va de de la start-up de moins de 10 employés au grand groupe de plus de 5 000 employés (au Royaume-Uni).

En tant qu'Observatoire du Brexit, nous avons mené un récent sondage auprès de nos membres entre le 25 février et le 20 mars.

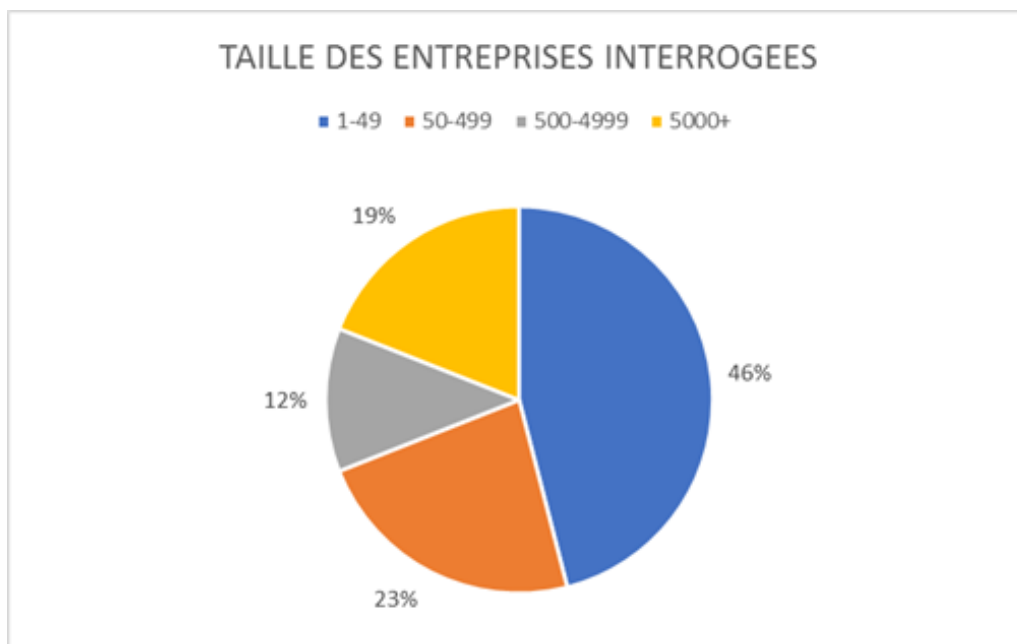
Le pool d'entreprises qui a répondu à notre enquête emploie au total au Royaume-Uni près de 100 000 personnes.

Notre questionnaire Brexit

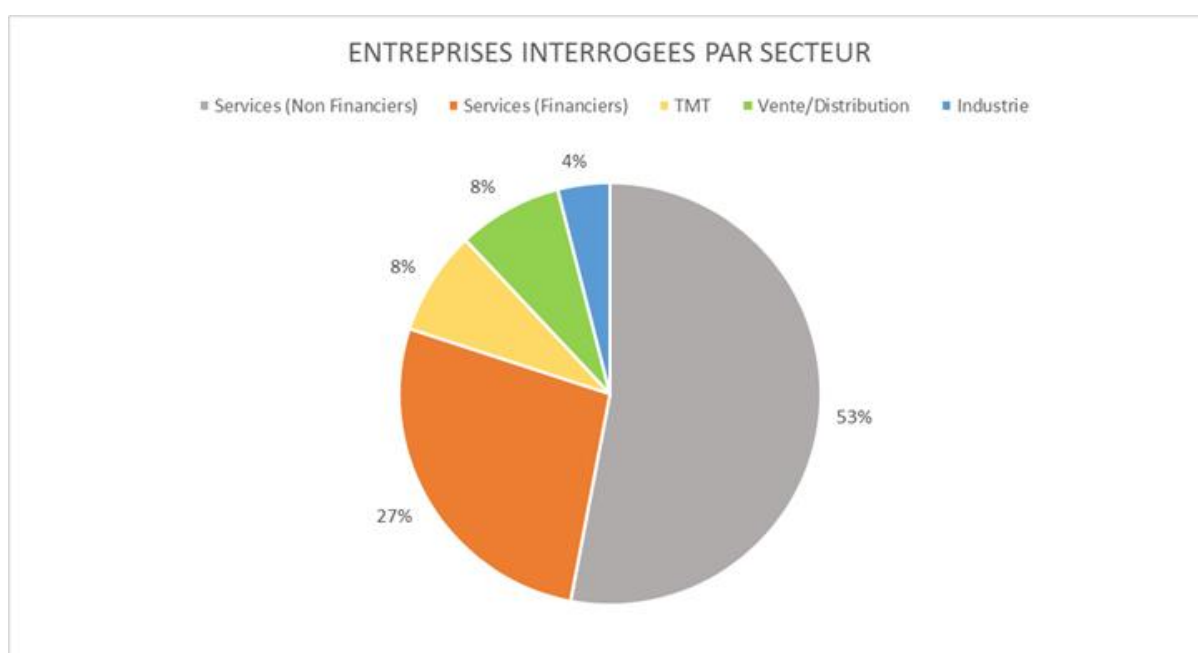
Votre secteur d'activité Nombre d'employés au UK	
Deal ou No deal : votre pronostic à ce jour ?	
Avez-vous vu un ralentissement de vos activités lié au Brexit (entre juin 2016 et mars 2019)?	
Le Brexit a-t-il eu un impact au cours de ces 2 dernières années sur vos décisions en termes d'investissements au UK ?	
Avez-vous au sein de votre entreprise une « Brexit Task Force » ?	
Comment vous êtes-vous préparé aux différents scénarios du Brexit ? Avez-vous recruté des personnes supplémentaires ou fait appel à des sociétés extérieures (consultants spécialisés)?	
Exposition de votre entreprise au Brexit : quels sont pour vous les principaux éléments disrupteurs (accès à la main d'œuvre qualifiée/non qualifiée, réglementation, aspects logistiques, accès aux fonds européens etc) ?	
Envisagez-vous un recentrage de vos activités en France ou en Europe continentale?	
Le Brexit en une phrase	

Résultats

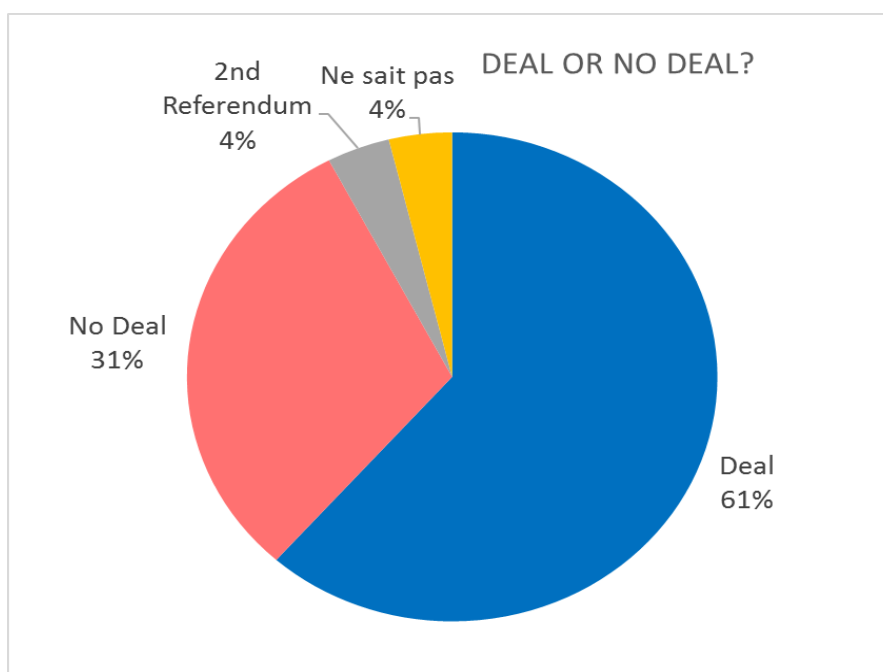
- 1- De la start-up de moins de 10 personnes au grand groupe de plus de 5 000 : un large spectre d'entreprises ayant répondu à notre enquête avec une prédominance de PME de croissance (69% de 1 à 499 employés)



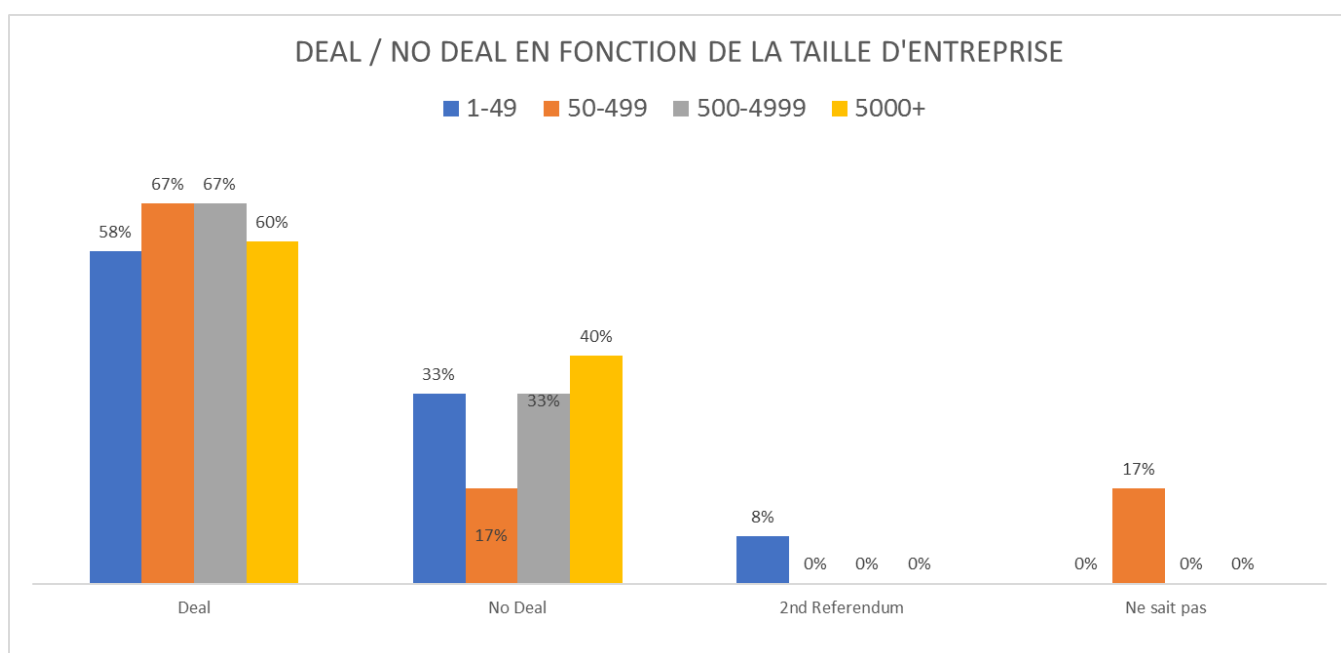
- 2- Une prédominance d'entreprises présentes dans les services non financiers (53%) et financiers (27%)



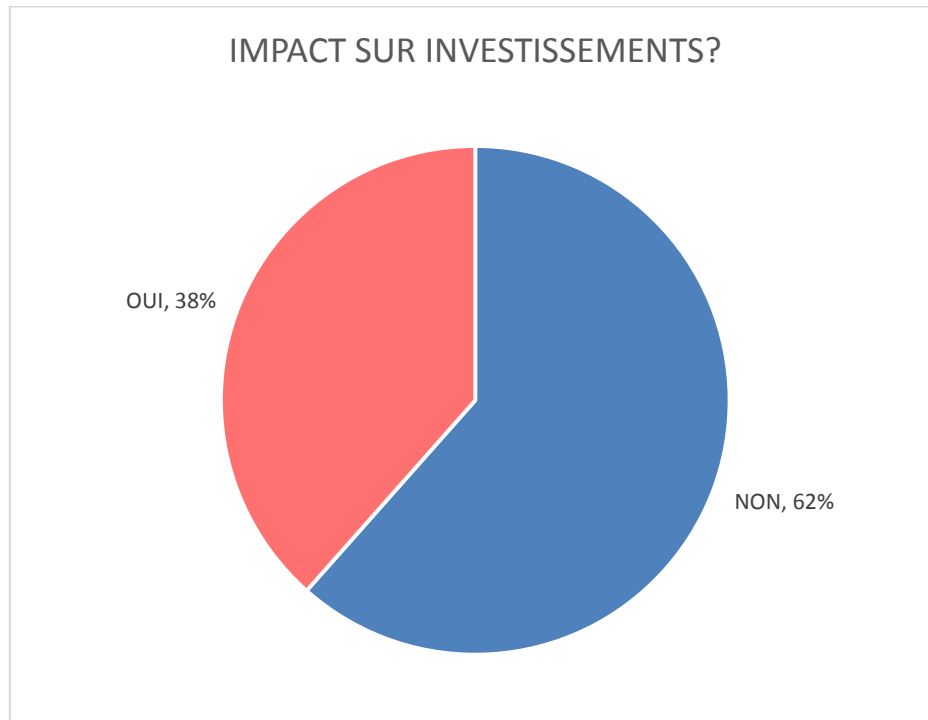
3- Une majorité de dirigeants d'entreprises français (61%) restent confiants sur un accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne



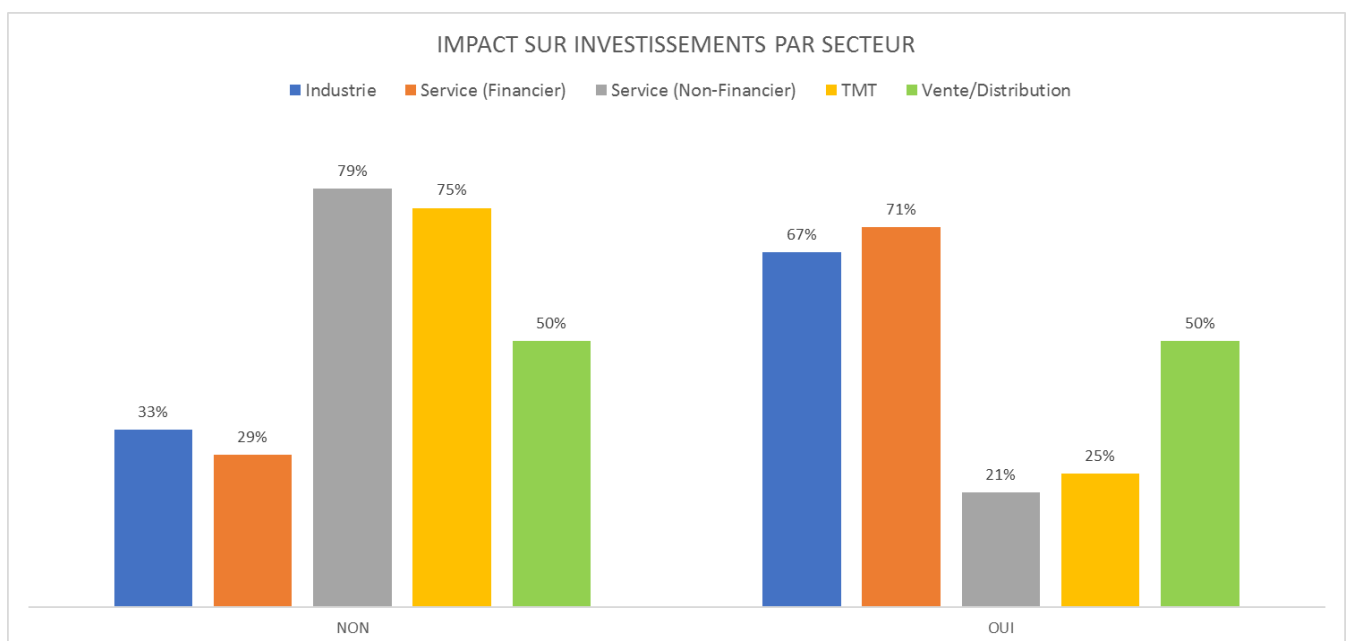
Toutefois, une part importante des dirigeants de grands groupes interrogés pense qu'il y aura un « No Deal » (40%)



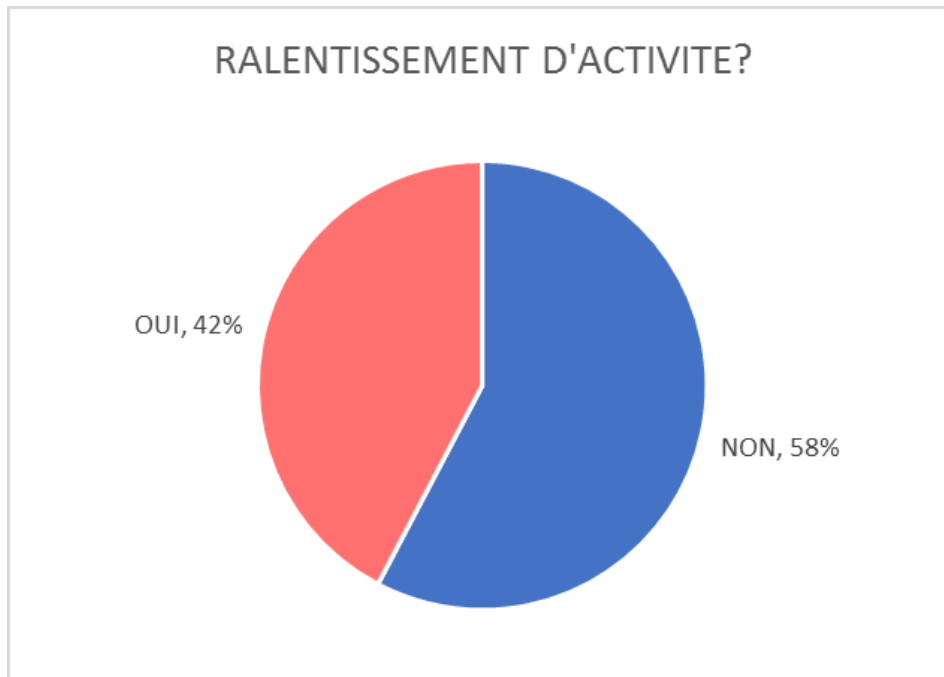
4- Près de 40% des dirigeants interrogés affirment que le Brexit a eu un impact sur leurs décisions d'investissement au UK au cours de ces deux dernières années. Une tendance qui augmente sensiblement depuis le début de l'année notamment



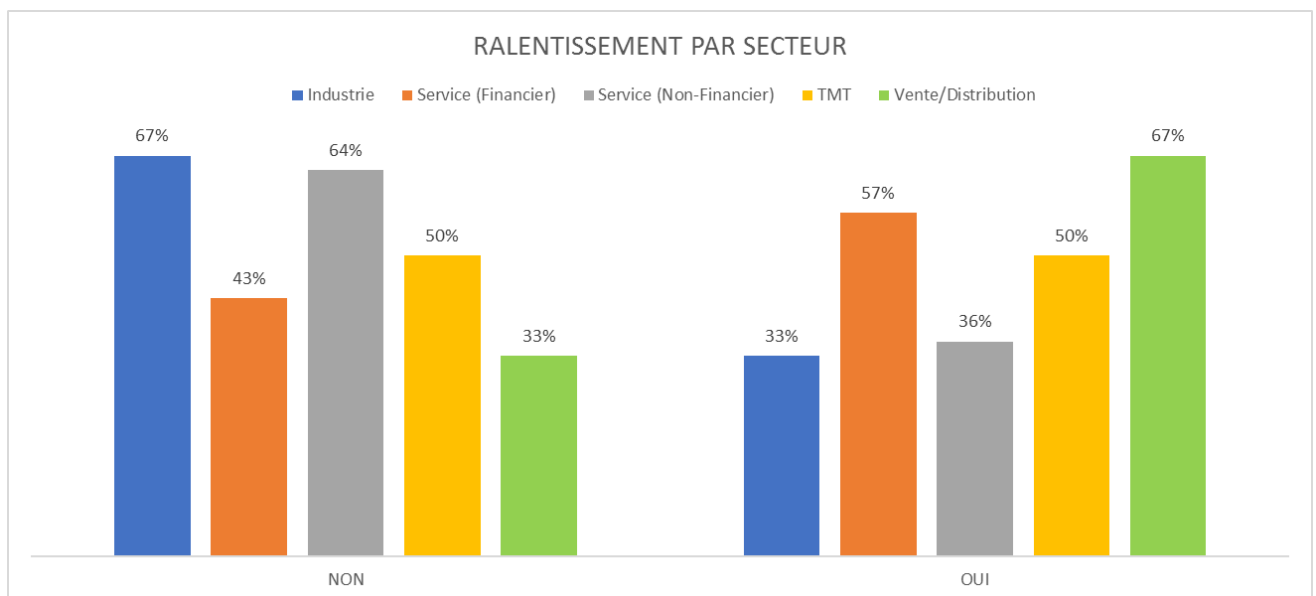
Les secteurs les plus touchés par cette baisse des investissements sont l'industrie et les services financiers



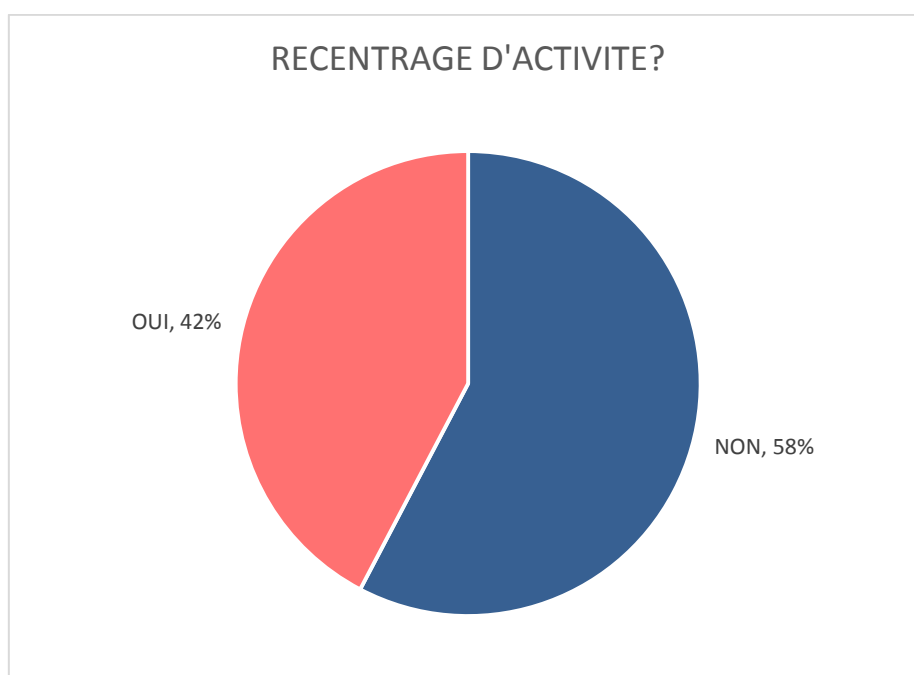
5- Près de 40% des dirigeants d'entreprises interrogés affirment que leurs activités ont ralenti depuis le Brexit



Notamment dans les secteurs des services financiers, de la vente/distribution et des services financiers

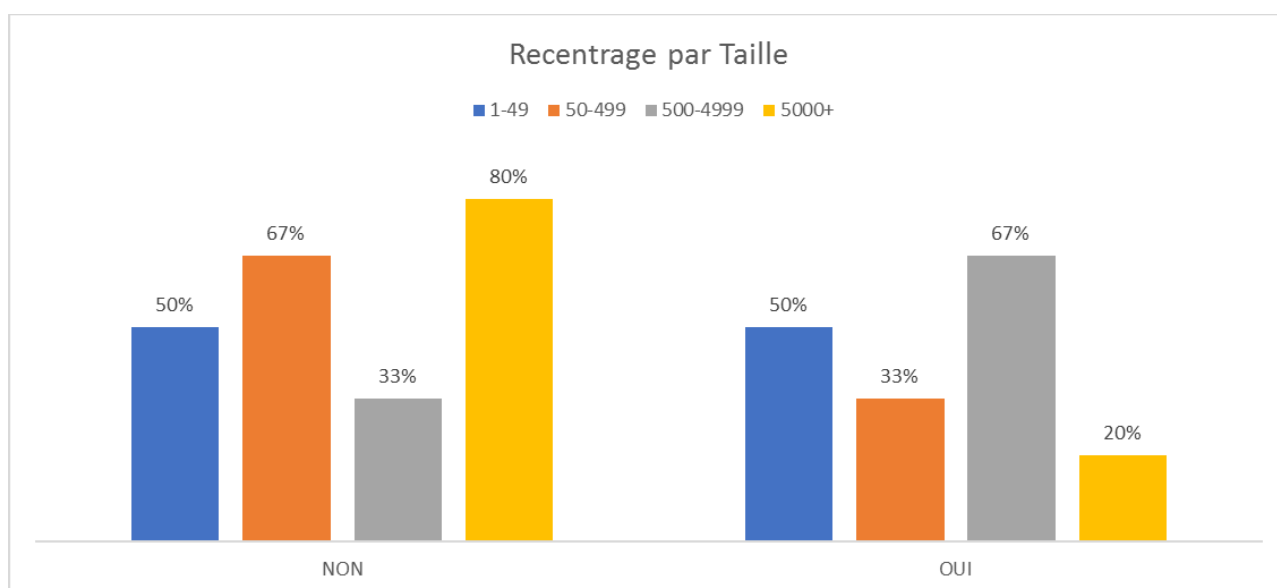


6- Une bonne part des dirigeants d'entreprise interrogés envisagent de déplacer certaines de leurs activités en Europe continentale ou ailleurs (42%)

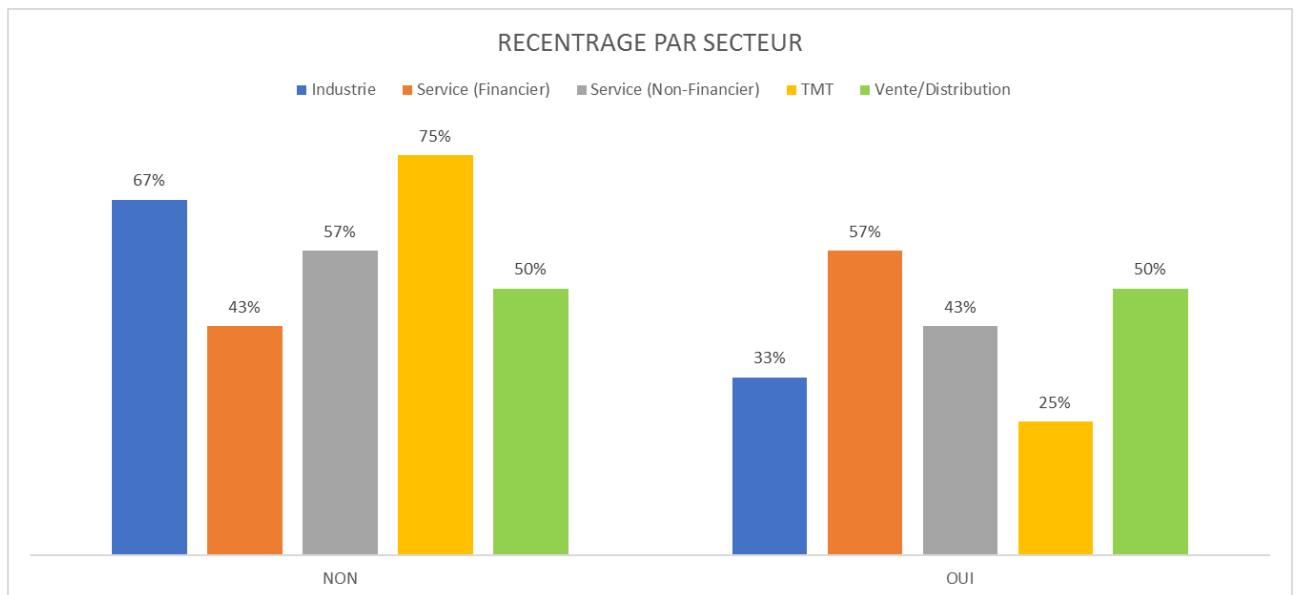


NB. Ce sondage corrobore la récente enquête de *The Institute of Directors* auprès de ses membres. Sur 1 200 entreprises britanniques interrogées, 33% sont prêtes à déplacer des activités hors du Royaume-Uni en raison des risques liés au Brexit.

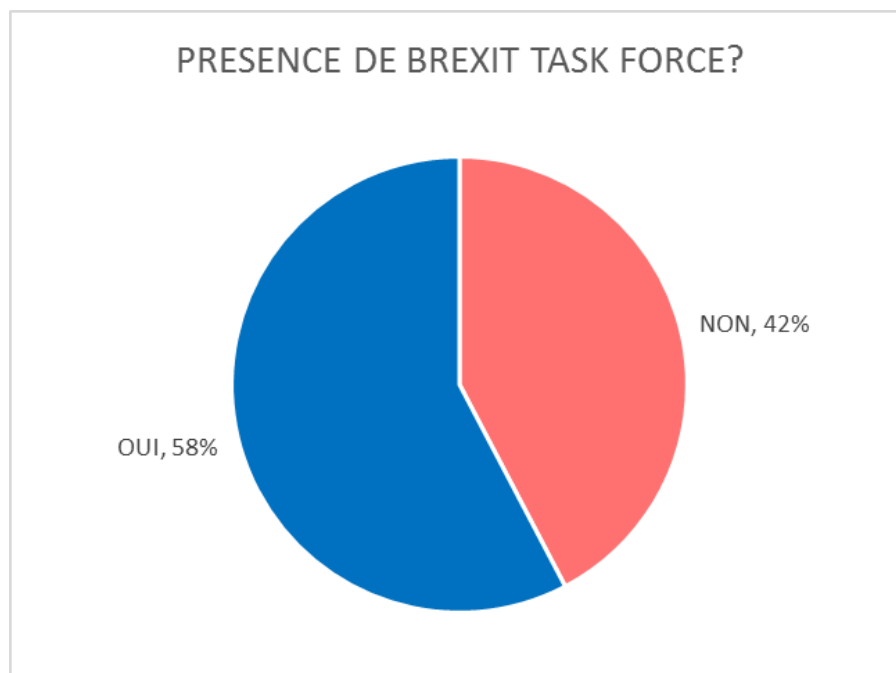
Ce déplacement d'activité potentiel concerne principalement les PME et les ETI...

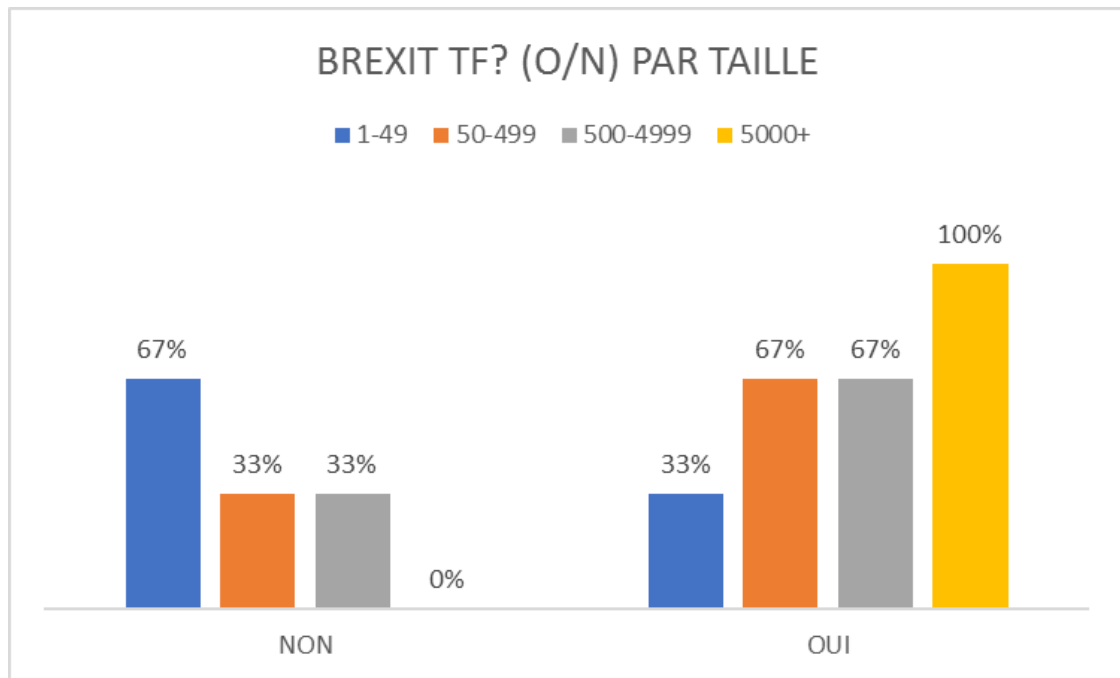


...et les entreprises issues des services financiers, 57% d'entre elles envisagent un déplacement d'activité.



7- 100% des dirigeants d'entreprise interrogés expliquent que le Brexit est un sujet majeur, toutefois tous n'ont pas d'équipe dédiée en interne pour y faire face





8- Post Brexit UK : 95% des préoccupations des dirigeants interrogés sont :

- Accès à la main d'œuvre qualifiée et non qualifiée
- Tarifs douaniers
- Transport et logistique
- Impact sur la consommation
- Impact négatif sur l'image du Royaume-Uni

9- Le Brexit en une phrase : Verbatim (extraits)

- « Nouvelle démonstration de la capacité d'un vote populiste à appauvrir un pays en bonne santé »
- « Une grossière erreur basée sur un malentendu et un manque d'information »
- « Un gâchis pour le UK et l'UE »
- « Une grosse perte de temps et d'argent »
- « La négation du pragmatisme et le retour d'une idéologie protectionniste »
- « Un non sens historique, culturel et économique »
- « A mistake on an epic scale »
- "A slow motion train wreck"